

Chaque semaine, un économiste à « contre-courant » du libéralisme dominant propose son analyse de l'actualité.

Le Vietnam à l'OMC



GERARD DUMÉNIL
Directeur de recherche
au CNRS

Le Vietnam est désormais bien avancé dans le processus de son intégration à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Une telle adhésion est précédée par la signature de traités bilatéraux avec un ensemble de pays. La conclusion, au mois de mai 2006, d'un tel traité avec les États-Unis a

marqué une étape essentielle. Aux dernières nouvelles, le pays affiche désormais les « concessions » auxquelles il s'engage : la réduction des taxes sur les produits importés, des subventions à l'exportation et l'ouverture des « services financiers » qui pourront, d'ici à cinq ans, être assurés par des sociétés à 100 % étrangères.

Pourquoi un tel choix ? Il faut d'abord resituer cette adhésion dans le contexte général de la transition vers l'économie de marché, autrement nommée « capitalisme ». Perestroïka se dit « Doi Moi » en vietnamien. Pour apprécier l'atmosphère, il suffit de signaler que le dixième congrès du parti communiste vient d'autoriser, voire d'encourager, ses membres à entrer dans le *business*. Les choses vont vite. Cu Chi, la principale base « vietcong » (comme disaient les Américains), à proximité de Ho Chi Minh Ville, est maintenant ouverte aux touristes : on y boit du Coca-Cola sous des parasols gracieusement offerts par cette entreprise !

Ensuite, plane sur le Vietnam l'ombre du géant chinois. Déjà le pays, grâce à sa réforme, connaît des taux de croissance annuels de 8 %, à peine inférieurs à ceux de la Chine. Il faut reconnaître que le Vietnam ressemble beaucoup à son voisin : le travail y est très bon marché (un salaire minimum d'un peu plus de 20 dollars), et le taux de change très bas, à des niveaux chinois (une monnaie environ à 20 % de sa valeur en termes réels). Tout destine donc ce pays à devenir un des ateliers du monde, dans ce grand système de délocalisation de la production au sein de ce qu'on appelle en Amérique latine les *maquiladoras*. Bien informés, Microsoft et Intel Corporation vont implanter une usine de montage à Ho Chi Minh Ville. L'adhésion à l'OMC n'était pas requise pour parvenir à ce

résultat, mais, pour séduire les sociétés transnationales, il faut jouer de tous ses atouts. La mise en concurrence des travailleurs du monde est un des piliers du néolibéralisme.

Autre motivation, le Vietnam partage le grand rêve des pays de la périphérie de devenir les agriculteurs des pays du centre. Mais l'OMC est précisément en crise à ce propos. Les pays du centre, États-Unis et Europe, veulent conserver leur agriculture pour des raisons tant politiques que sociales. Cette agriculture est largement subventionnée, en violation pure et simple des principes de l'OMC. Comment est-ce possible ? Par un tour complexe de prestidigitation, visant à substituer des subventions aux exploitations agricoles à des subventions liées à la production ou à l'exportation. De ce refus des pays du centre de jouer le jeu, résulte la crise du « cycle de Doha », grand processus de négociation au sein de l'OMC, mis en marche à la fin de 2001. Le premier raidissement des pays de la périphérie

s'était manifesté à Seattle en 1999, provoquant l'échec de la réunion ; le faux succès de la réunion à Hong-Kong, en 2005, confirma l'importance de cette crise, celle de l'OMC. C'est là où le Vietnam se berce, sans doute, d'illusions. Jamais le centre ne lâchera son agriculture. Enfin, il faut prendre en considération le volet financier des engagements d'ouverture du Vietnam. Il s'agit là, très probablement, d'un des aspects les plus risqués de l'adhésion. Les crises « néolibérales » des années 1990 (en Asie ou en Amérique latine) ont montré le danger énorme que représentait le choix d'abandonner ses politiques monétaires (le contrôle du crédit par la banque centrale, par le biais des autres banques) à la finance internationale.

Le nouvel ordre mondial actuel ouvre la possibilité pour des pays à la main-d'œuvre très bon marché et au taux de change très faible de s'intégrer avec quelques avantages – pour, peut-

être, quelques décennies – dans la nouvelle division internationale du travail, au mépris du coût pour les travailleurs d'autres pays. Mais, même abstraction faite de toute solidarité des « dominés » (il est doux de rêver), on peut clairement percevoir, d'une part, le double jeu des pays du centre et, d'autre part, les risques de crise dont cette option est porteuse. Rester patriote dans le contexte d'une appropriation privée des moyens de production, comme en Chine jusqu'alors : difficile pour une classe dirigeante en train de changer d'habits !

Le Vietnam partage le grand rêve des pays de la périphérie de devenir l'agriculteur de l'Europe et des États-Unis. Mais ceux-ci ne lâcheront jamais leur agriculture.